

Le Courriel d'information

n°171 – Mardi 26 septembre 2000.

JOURNEE MONDIALE D'ACTIONS

Dans ce numéro

1- Le 26 septembre
2- Prague (AFP)
3- Interdiction du droit de manifester
4- Un référendum au Brésil
5- Un message d'un étudiant aux USA (tranche de vie)
6- Pour la refondation de l'indemnisation du chômage
7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- Le 26 septembre. Journée mondiale d'actions : un petit aperçu des diverses manifestations et rassemblements prévus aujourd'hui. La liste n'est pas exhaustive.
2- Prague (AFP). Quelques dépêches d'AFP sur ces derniers jours à Prague.
3- Interdiction du droit de manifester. Réaction d'ATTAC suite à l'interdiction du droit à manifester à Prague le 26 septembre.
4- Un Référendum au Brésil. Un faux-vrai référendum organisé par la société civile dans son ensemble et sans l'état qui se prononce en faveur d'une nouvelle architecture économique globale.
5- Un message d'un étudiant aux USA. Un peu bouteille à la mer, un peu témoignage sur le vif. Court mais qui nous rappelle les réalités des écoles de commerce là-bas, ici...
6- Pour la refondation de l'indemnisation du chômage. Le 28 septembre en France une journée de mobilisation pour demander un nouveau fonctionnement.

Le 26 septembre

BARCELONE
Table ronde-débat. Exposition-débat sur la globalisation et le rôle du FMI et de la Banque Mondiale. Orateurs: une économiste et un sociologue. Suivi d'un apéritif avec le groupe Quintett Afonía (groupe de chanteurs satiriques russes). Ateneu de Nou Barris, Calle Porlligat 1, Barcelona. Métro Trinitat Nova

BRUXELLES :
Manifestation le 26 septembre. bxl@attac.org

CAHORS
Organisation du « siège » de la Banque de France (rue Wilson) 16h00

CAPE TOWN
Rassemblement devant l'ambassade américaine (Foreshore – Cape Town) 13h00 – 14h00

JOHANNESBURG
Manifestation (spectacles de rue, rassemblement, prises de parole) Jardins de la Bibliothèque 11h00 – 13h00

LONDRES
Evènement culturel au « Steven Biko Memorial » à proximité de la Mairie de Londres Est. (10h00)

OSLO
Manifestation 18h00

PARIS
Manifestation le 26 septembre à 18 heures, métro Iéna, à proximité du FMI et de la Banque mondiale.



STRASBOURG:
Rassemblement unitaire, sans doute devant le Conseil de l'Europe a 18H (le Conseil est en Assemblée parlementaire du 25 au 29 septembre).

Et Prague évidemment... (liste non exhaustive)

Indymedia organise pendant 3 jours (24/26/27 septembre) avec une radio-web tchèque http://www.radiojeleni.cz/imf/ (parfois des problèmes de connexion) une retransmission en continu d'info et de reportages à partir de Prague pour permettre de suivre les événements sur place. Ces émissions sont disponibles en real audio et MP3 (pour retransmission par les radios libres et associatives).

MARDI 26 SEP EN DIRECT UNE EMISSION SPECIALE EN FRANCAIS. De plus, vous pourrez suivre en direct et en français une émission spéciale en duplex entre Prague et la France de 17h30 à 18h30 (heure de Paris) avec des décrochages à Marseille, Strasbourg, Cahors, Paris... animée par Radio Zinzine (longomai), et Cedric l'envoyé spécial à Prague. Sont invités : la caravane anticapitaliste, JP Garagnon President d'attac 13 et JL Cipière attac Rhone...et des invités surprises... Il sera aussi question du prochain contre-sommet à Marseille sur les effets de la politique du FMI et de la Banque Mondiale concernant les pays de la Méditerranée.

Cette émission sera archive et disponible sur le site http://france.indymedia.org en real audio et en MP3 pour rediffusion par les radios libres et associatives.

Prague (AFP)

AFP - 23 septembre (1)

Un millier d'opposants à la mondialisation protestant contre les réunions du FMI et de la Banque Mondiale bloque depuis 15 heures locales (13H00 GMT) le trafic au centre de Prague, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les protestataires, parmi lesquels des anarchistes brandissant des drapeaux noirs, se sont formés en cortège à l'issue d'un rassemblement convoqué par plusieurs mouvements à orientation anarchiste et communiste sur la Place de la paix (Namesti Miru).

Parmi les établissements bloqués par les protestataires lors de leur marche figuraient deux des principaux hôtels Marriott et Renaissance, où sont logés certains des quelque 18.000 délégués des deux institutions financières.

A 16HOO locales (14H00 GMT), le cortège --sous une forte surveillance policière-- a envahi la place Venceslas, au coeur de la capitale tchèque, aux nombreux commerces de luxe et restaurants de chaînes internationales.

Certains de ces établissements ont protégé leurs vitrines avec des panneaux de bois.

AFP – 23 septembre (2)

Venus pour un "débat apaisé" sur les enjeux du monde contemporain, 300 représentants de la société civile et des institutions internationales, invités par le président tchèque Vaclav Havel, se sont livrés samedi au château de Prague à un dialogue de sourds, ponctué de quelques vives interventions.

Au château de Prague, des membres de plusieurs ONG, en attente de concret, n'ont pas ménagé le directeur du FMI Horst Koehler et le président de la BM James Wolfensohn, en veine de généralités.

"Le dialogue a juste commencé", avait relevé M. Havel en ouvrant la rencontre, se disant "peu certain que nous puissions résoudre tous les problèmes du monde au cours de cette réunion". "La lutte contre la pauvreté est le principal défi de notre temps", a souligné le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Mary Robinson, devant un parterre d'invités triés sur le volet et venus des quatre coins du monde. Elle a relevé l'importance d'enjeux "nous concernant tous" et le rôle d'une société civile qui "nous a appelés à nous réveiller".

Première des huit personnalités conviées à s'exprimer, Katerina Liskova, jeune militante tchèque des droits de l'Homme, a estimé dans une intervention très dure que la pauvreté dans le monde n'existait pas "malgré le travail de ces agences mais à cause d'elles". "C'est justement la Banque mondiale et le FMI qui, à travers leurs projets de développement, ont détruit l'environnement, limité les droits de l'Homme et étendu la pauvreté", a-t-elle affirmé.

Face à Katerina Liskova estimant que ces "élites" décidaient "de notre sort sans nous", au sociologue philippin Walden Bello les accusant



de soutenir des dictateurs, à Ann Pettifor, co-fondatrice la coalition Jubilee 2000, demandant l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, M. Wolfensohn a choisi de défendre son honneur et celui de ses collègues: "Notre sentiment est que nous agissons au mieux, que nous combattons la pauvreté avec passion".

M. Koehler a quant à lui souligné avoir beaucoup voyagé et écouté: "J'ai un coeur". "Mais nous devons utiliser les potentiels de la globalisation et essayer de contenir les problèmes", a-t-il estimé.

Des propos qui ont provoqué la colère de M. Bello: "Nous sommes venus pour une discussion concrète avec des faits et nous avons eu M. Wolfensohn qui nous dit qu'il aime travailler pour la Banque mondiale, et M. Koehler qui nous dit qu'il a un coeur".

"Au moins, c'est la première fois que toutes les parties s'assoient côte à côte, au même niveau, dans un cadre neutre", relevait cependant à l'issue de la réunion Manuel Fernandez de Villages, de l'ONG mexicaine Transparencia. "Il faut qu'il y ait une suite".

"La Banque et le Fonds sont obligés de prendre en compte le mécontentement des gens, c'est un pas", renchérit le Salvadorien Ricardo Navarro, des Amis de la Terre.

La branche tchèque de CEE Bankwatch Network se réjouissait quant à elle des effets d'un débat aussi médiatique sur l'opinion nationale, encore peu sensibilisée à ces questions, selon Pavel Pribyl, coordinateur.

Le débat sera diffusé en direct sur internet http://globalizace.ecn.cz

AFP - 24 septembre (1)

Le ministre socialiste grec de l'Economie nationale Yannos Papantoniou a estimé dimanche dans une interview à un quotidien athénien que "les manifestants (à Prague) ont parfaitement raison".

La "mondialisation peut élargir les inégalités sociales. La responsabilité centrale du pouvoir politique est de prendre toutes les mesures afin d'en réduire les conséquences", a ajouté le ministre dans une interview à Eleftherotypia (socialiste indépendant).

M. Papantoniou évoquait les manifestations à Prague, en marge de la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, où des centaines de personnes protestent contre la mondialisation et réclament l'annulation à 100% de la dette des pays pauvres, après l'échec sur ce dossier au G7 d'Okinawa.

"L'âme du PASOK (le parti socialiste au pouvoir) est avec les manifestants à Prague mais en tant que gouvernement, nous ne devons pas sortir dans les rues, par contre, nous devons prendre les mesures sociales nécessaires", a ajouté M. Papantoniou".
"En ce qui nous concerne, nous nous efforçons, dans la mesure du possible, de répondre aux questions et aux angoisses des manifestants", a conclu ce responsable qui est l'artisan, avec le Premier ministre socialiste Costas Simitis, de la politique d'austérité qui a permis l'adhésion de la Grèce dans la zone Euro à partir du 1er janvier 2001.

AFP – 24 septembre (2)

Plusieurs centaines de personnes participaient dimanche à Prague à une "marche funèbre" portant le deuil des "7 millions d'enfants qui meurent chaque année à cause de la crise de la dette", a constaté l'AFP.

Jubilee 2000, coalition coordonnatrice de campagnes actives dans 65 pays, veut profiter de la réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale dans la capitale tchèque, pour réclamer l'annulation à 100% de la dette des pays pauvres, après l'échec sur ce dossier au G7 d'Okinawa.

La procession étaient ouverte par 20 immenses croix blanches, précédées d'un orchestre tchèque jouant des marches funèbres. Derrière défilaient des gens de tous âges, venus des quatre coins du monde et représentant de multiples associations (Oxfam, les Jeunes Verts suédois, etc).

Vêtus du noir du deuil, les manifestants - 700 d'après les organisateurs - ont marché lentement sous un soleil retrouvé du centre ville pour rejoindre, de l'autre côté de la rivière Vltava, le parc de Letna. Pour le retour, la procession devait se transformer en manifestation de colère, pacifique, selon l'organisation.

"La dette, c'est pour les pays en développement une chaîne comparable à l'esclavage il y a 100 ans", commentait un des porteurs de croix, le Britannique Derek Prentis, 54 ans, venu à



Prague pour le week-end et qui avait déjà fait les voyages de Cologne ou Birmingham pour Jubilee.

Durant ces 9 jours de sessions FMI/BM (19-28 septembre), 170.000 enfants mourront en Afrique à cause de la crise de la dette, estime la coalition, d'après des chiffres de l'ONU : les pays les plus pauvres doivent un total de 376 mds de dollars et consacrent chaque jour 60 M USD à son remboursement aux Occidentaux, au détriment d'investissement en matière de santé.

Les remboursements et les programmes d'ajustement structurel, conduisant à la privatisation de secteurs entiers et à la réduction de budgets sociaux, sont depuis 20 ans une source majeur d'appauvrissement des pays du Sud, estiment les manifestants.

Une autre coalition, l'Initiative contre la mondialisation économique, devait organiser une autre parade dans l'après-midi, contre les politiques des institutions financières internationales. L'Inpeg manifestait par ailleurs à la gare de Prague dimanche matin pourn protester contre le refoulement de militants italiens à la frontière avec l'Autriche.

AFP – 24 septembre (3)

Un train spécial transportant plus d'un demi-millier d'opposants italiens à la mondialisation est immobilisé depuis dimanche matin à la frontière austro-tchèque, après le refus des policiers tchèques d'autoriser l'entrée dans le pays à plusieurs de ses passagers, a annoncé la radio tchèque CR 1.

Les autres occupants du train - quelque 520 membres de l'organisation Ya Basta originaires notamment de Rome et de Milan - refusent de continuer leur voyage sans leurs collègues.

Interrogée par l'AFP, la police s'est bornée à confirmer une information sur la présence dans le train de quatre passagers dont la présence en République tchèque est jugée indésirable.

Un communiqué officiel concernant cette affaire doit être publié dans les heures qui viennent.

Dix-huit autres passagers de ce train, en possession des documents non valables, sont déjà retournés en Autriche, selon la radio CR 1.

Les manifestants veulent se rendre à Prague pour se joindre aux protestataires contre les réunions du FMI et de la BM.

Le train de douze wagons arborant des banderoles aux slogans anarchistes, devait initialement passer le poste frontière de Horni Dvoriste (Bohême du Sud) vers 6H00 locales (04H00 GMT) et était attendu à Prague environ trois heures plus tard.

Un porte-parole de la police locale a indiqué à la presse que le train serait refoulé vers l'Autriche si les quatre "indésirables" ne quittait pas le convoi. Un représentant de l'ambassade d'Italie se trouve sur place, a ajouté le porte-parole.

Selon la radio, les Italiens risquent une amende de 10.500 couronnes (quelque 300 EUR) pour avoir causé un retard de deux autres trains, plus 200 couronnes (5,6 EUR) pour chaque minute du séjour du train en gare de Horni Dvoriste.

Viktor Piorecky, porte-parole de l'Initiative contre la mondialisation économique (Inpeg) a déclaré à l'AFP que son mouvement lançait en fin de matinée une manifestation de protestation à la gare centrale de Prague, suivie d'une marche vers le siège du ministère tchèque de l'Intérieur.

(Rappel) L'Inpeg organisera mardi une manifestation qui pourrait rassembler 20.000 personnes pour marcher sur le centre de Congrès de Prague, où se tiennent les réunions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM).

En dépit de l'interdiction de cette marche, les organisateurs comptent se rendre au Centre des congrès, pour empêcher les délégués d'en sortir.

Vendredi, ils ont affirmé être prêts à se laisser arrêter s'il le fallait, pour obtenir la démission des responsables de la BM et du FMI.

"On a le devoir moral de désobéir à un droit injuste", a expliqué à l'AFP Tedd Cain, 26 ans, originaire de Chicago (Etats-Unis). Selon lui, les manifestants réagiront de manière non violente face à la police, quelle que soit l'attitude de celle-ci. "Nous ne pouvons porter la responsabilité de la façon dont la police agit", a-t-il ajouté.

Interdiction du droit de manifester

Les autorités locales des districts 2 et 4 de Prague en République Tchèque ont pris la décision d' interdire toutes les manifestations organisées par la société civile internationale contre les politiques du FMI et de la Banque



mondiale le 26 septembre 2000. Les raisons invoquées pour l' interdiction sont officiellement d'ordres techniques comme " permettre la limitation du flux de la circulation ", ce qui n'est en aucune façon une raison suffisante pour attenter aux libertés fondamentales.

Attac proteste de cette décision qui atteste des parti-pris anti-démocratiques et provocateurs des autorités tchèques. Celles-ci prennent la responsabilité d'interdire à des milliers de citoyens tchèques et venant du monde entier d'exprimer légitimement leur opposition aux politiques dévastatrices du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

L'épisode confirme que les tenants du libéralisme sont décidément les pires adversaires des libertés civiques.

Dans ce contexte, la manifestation unitaire prévue à Paris le 26 septembre, au métro Iena jusqu'au siége parisien du FMI et de la Banque mondiale prend une dimension nouvelle de défense des libertés. Elle permettra de faire entendre la voix de celles et ceux qui condamnent les politiques libérales du FMI et de la Banque et d'exprimer la solidarité avec les manifestants de Prague.

Le bureau d ATTAC. 22 septembre
Rappel : action de solidarité par courrier électronique et/ou fax voir Courriel n°170

Un référendum au Brésil

Communiqué des Institutions à l origine du " Plébiscite National sur la Dette Extérieure "

Plus de 5 millions de brésiliens ont participé au " Plébiscite National sur la Dette Extérieure "

Il s agit d une initiative unique dans notre histoire: un plébiscite libre, non obligatoire, organisé par la société civile, organisé en toute sincérité et transparence dans toutes les Unités de la Fédération, mettant en oeuvre environ 100.000 volontaires appartenant aux Eglises, Mouvements Sociaux, Partis Politiques, Organisations Professionnelles et Pouvoirs Publics .

L union de tant d acteurs divers en faveur d une même cause constitue un évènement qui ne s est produit que rarement dans l histoire de notre pays . Cela a été le cas dans les années 50 avec " le Pétrole est à Nous ", dans les années 60 lors de la Campagne pour les Réformes de Base ,dans les années 70 pour la campagne en faveur de l Amnistie, pour celle des "Directes " dans les années 80 et enfin dans les années 90 pour obtenir la destitution du Président Collor.

Il en va ainsi maintenant pour le " Plébiscite National sur la Dette Extérieure " qui mobilisa l opinion publique autour des trois points suivants :

- Le Gouvernement Brésilien doit-il continuer l accord actuel avec le F M I ?

- Le Brésil doit-il continuer à rembourser la dette extérieure sans réaliser une révision publique de cette dette ainsi qu il est prévu dans la Constitution de 1988.

- Le Gouvernement Fédéral,les Gouvernements des Etats et les Municipalités doivent-ils continuer à utiliser la majeure partie du Budget Public pour payer la dette aux spéculateurs ?

Plus de 80% des participants au Plébiscite ont répondu " NON " à chacune de ces questions.
Le succès du Plébiscite dépasse cependant de beaucoup le nombre des votes émis. Nous avons ainsi atteint quatre grands objectifs :

- Le thème de la Dette qui était plus ou moins occulté recommença à faire l objet d un débat national.

- Des millions de citoyens manifestèrent contre les causes de la grave crise économique et sociale qui affecte le pays: la politique d endettement et l accord avec le F M I.

- Nous avons apporté notre contribution à la Campagne Mondiale de mise en question des mécanismes et des organismes du Système Financier International et de Solidarité aux pays les plus sévèrement endettés .

Le Plébiscite a réussi à atteindre ses objectifs en dépit de l attitude des moyens de communication de masse, qui, au lieu d informer le public, choisirent de combattre le Plébiscite et d en déformer les objectifs tout en refusant à ses organisateurs l espace pour répondre à ces attaques. De son coté, le gouvernement Fédéral se livra à des attaques grossières contre notre initiative, chercha à influencer les institutions organisatrices en faisant subir à la société civile un chantage basé sur des informations erronées alimentées par des préjugés obscurantistes hostiles à quelque idée que ce soit hormis l idéologie officielle.



En fait, ils s'opposaient à tout débat sur ce sujet sachant bien qu'il serait susceptible de faire surgir des possibilités alternatives. Cette attitude révèle une caractéristique chaque fois plus évidente du modèle économique implanté au Brésil : soutenu par les " Médias ", le monde des "Affaires " et les " Formateurs de l'Opinion ", ce " modèle " ne peut être contesté par un milieu où les idées circulent librement.

Les porte paroles de " la pensée unique " considèrent quelque critique que ce soit comme menaçante et déstabilisante et soutiennent que tous devraient appuyer les dictats de la politique néo-libérale dans un grand "accord national " respectant les droits des élites au détriment de ceux de la grande majorité du peuple. Voilà une décennie que notre pays a adopté cette orientation économique basée sur la dépendance extérieure et l'endettement et soutenue par un chantage selon lequel l'interruption du flux des capitaux amènerait la catastrophe.

Ironiquement les agences internationales considèrent que le Brésil représente un plus grand risque pour les investissements étrangers que la Colombie !...

Ce n'est pas une initiative comme le "Plébiscite " qui fait du tort au pays mais bien la " financiarisation " de l'économie qui le met à la merci des humeurs de la finance internationale.

Durant ces dernières années de nombreux pays repoussèrent les recettes du F M I et de la B M qui d'ailleurs faisaient même l'objet de critiques provenant de leurs propres services. La Dette extérieure constitue un problème extrêmement grave même si le gouvernement actuel tout comme le gouvernement militaire durant les années 70 préfère présenter notre dette comme un " Crédit ".

La Dette, selon les porte-parole officiels est " parfaitement administrée " grâce à une politique d'intérêts élevés, d'ouverture commerciale, de privatisation des entreprises publiques et de précarisation des conditions de travail. En d'autres mots, nous nous trouvons dans une situation de " moratoire social " qui se traduit par une escroquerie en matière d'enseignement, de santé publique, de salaire minimum, de retraite permettant de vivre avec un minimum de dignité acceptable, de droit au travail, de réforme agraire, de droits des populations indigènes et de tous les autres droits et garanties constitutionnelles de la grande majorité de nos concitoyens.

Durant les années 90, le problème de l'endettement se trouva aggravé par la croissance brutale de la dette extérieure privée. Une partie des grandes entreprises échangea une dette extérieure à taux d'intérêt réduit contre des titres représentatifs de la dette publique intérieure à des taux d'intérêt pharamineux. En d'autres termes on "nationalisa " une grande part des dettes privées.

Par ailleurs, l'accroissement de la dette publique se trouva lié à ce processus de spéculation financière qui constitua un frein au développement économique. Pour toutes ces raisons, le Plébiscite arriva au juste moment, à l'endroit voulu et avec l'objectif requis .

L'objectif de ce Plébiscite est de mettre l'accent sur la critique du modèle économique suivi par notre pays. Appelée à donner son opinion sur la Dette et sur l'accord avec le F M I, une partie représentative de notre peuple a pris ainsi une position à l'égard de thèmes que le Gouvernement préfère voir traités en petit comité par ses spécialistes.

Le Plébiscite fit ressortir le fait que l'endettement n'était pas uniquement une question technique devant être traitée seulement par des spécialistes en économie et en finances. Les décisions techniques sont le fruit d'options politiques qui se résument en substance en : payer les dettes financières ou bien payer les dettes sociales ?

Le Plébiscite démontra également, qu'une juste cause capable de mobiliser les institutions populaires et des millions de citoyens et de citoyennes n'a pas besoin de budgets considérables. Nous fîmes une campagne modeste en termes de ressources matérielles sans les moyens de diffusion et le volume nécessaire pour une initiative de cette taille.

Toutefois, ce qui nous a manqué en termes d'appareil, fut compensé par l'action de dizaines de milliers de volontaires qui avec enthousiasme et spontanéité ont organisé des débats, produit du matériel d'information, imprimé des bulletins pour le vote et fourni les urnes et cela même dans les régions les plus reculées.

Pour ceux qui organisèrent le Plébiscite National sur la Dette Extérieure les dettes sociales avaient la priorité sur les dettes financières.

La priorité nationale doit être de garantir un travail, de la terre, des moyens d'existence, l'enseignement, la santé publique un juste



salaire et un droit à une retraite digne à nos concitoyens.

La discussion de la " Dette Sociale et Ecologique ", de ses causes et des moyens de remboursement possibles de cette dette nous amena à questionner l accord avec le F M I, la Dette Extérieure et l endettement interne.

Dés 1998, à l Initiative oecuménique des Eglises Chrétiennes fut organisé à Brasilia un " Symposium : Dette Extérieure, implications et perspectives " au cours duquel nous avons pu rénover et actualiser la riche expérience accumulée en matière de mobilisation contre la Dette accumulée pendant les années 70 et 80. L année suivante, à Rio de Janeiro, le " Tribunal de la Dette Extérieure " regroupait 2000 participants représentants 14 pays et un grand nombre de mouvements sociaux et politiques . Le " Tribunal " rendit un " Verdict " condamnant les Dettes et officialisant notre promesse de mobilisation internationale en vue de leur annulation promesse que nous avons intégré aujourd hui à la campagne de " Jubilé Sud ". Finalement en 2000,nous avons pu réaliser le " Plébiscite National sur la Dette Extérieure " .

Ce plébiscite ne se limite pas à dire Non à la Dette, Non à la Spéculation et Non à l Accord avec le F M I. Il représente aussi un Oui à un autre modèle économique qui considère que la promotion de la Vie constitue une des valeurs fondamentales.

Nous ne pouvons supporter que notre économie et notre société dépendent de l apport de capitaux étrangers. Les bases du modèle actuel portent à l endettement synonyme de domination.

Ou bien nous changerons cette réalité ou bien nous continuerons à voir la majorité de notre peuple victime de la crise sociale, du chômage, des bas salaires, de la carence des services publics, de la violence et de tous ces autres maux que nous connaissons bien.

Nous n avons pas peur d être traités d escrocs par les seigneurs de la dette dont beaucoup d ailleurs sont brésiliens ni de leurs menaces de vengeance.

Observons l histoire :

- Les colonisateurs disaient que l Indépendance amènerait le chaos...
- Les seigneurs esclavagistes disaient que l abolition amènerait la rupture de l économie nationale
- Les puissances impérialistes comme l Angleterre au 19ème siècle et les U S A aujourd hui ont toujours soutenu qu il n existait pas de développement possible sans soumission à la "métropole "
- Les Latifondistes disaient et disent encore que la réforme agraire nous conduirait à la banqueroute
- Les Pollueurs qui détruisent l environnement, très souvent d ailleurs grâce aux crédits extérieurs, déclarent qu il s agit là du prix obligatoire du "progrès "

En matière d endettement, c est le même discours, sans que pour autant l on vive mieux. Rien n est donc plus juste, plus nécessaire, plus urgent que de rompre ces chaînes qui nous oppriment. La dette extérieure est en grande partie, illégale, illégitime, immorale et a déjà été remboursée plusieurs fois. Malgré cela elle continue à augmenter et elle continue à être remboursée comme si l objectif était de faire du Brésil un pays pauvre et lourdement endetté.

Les dettes extérieures et internes sont des mécanismes de concentration de la richesse et du pouvoir entre les mains d une minorité de notre société.

Il ne s agit là de phénomènes ni naturels ni inévitables, qui sont consciemment produits par les secteurs sociaux qui en bénéficient et qui ne survivent que parce que l ensemble de la société l accepte consciemment ou inconsciemment.

Notre mobilisation continuera maintenant pour obtenir une Révision de la Dette, pour un Plébiscite Officiel, pour la formulation d un modèle alternatif de développement économique et social et pour la participation du Brésil dans la Campagne Internationale Jubilé Sud .

Le sens profond du Plébiscite National sur la Dette Extérieure, réalisé symboliquement durant la semaine de commémoration de l Indépendance du Brésil est de constituer une dénonciation de l exploitation à laquelle est soumise la majorité de notre peuple .

Que ce cri soit entendu dans les coins les plus reculés de notre Pays et du Monde et que son énergie assure la continuité de la lutte pour un Brésil où règnent l Egalité, la Démocratie et la Vie.



Parution Correo Informativo n°52 informativo@attac.org
Traduction : Stan Gir coorditrad@attac.org

Un message d'un étudiant aux USA (tranche de vie)

J'assiste à un cours d'International Business. C'est désespérant. L'immense majorité des personnes assistant au cours s'émerveillent (c'est un euphémisme) des privatisations qui ont lieu actuellement concernant les télécoms au Mexique et en Inde. Tout cela, pour le seul argument que les privatisations bénéficieront d'abord au consommateur. Je leur faisais donc remarquer qu'en Grande-Bretagne la privatisation du chemin de fer n'a pas apporté les résultats espérés, loin de là. "C'est pas grave" me répond alors un des étudiants car il suffit alors que les consommateurs choisissent d'autres moyens de transport... Soit!! J'ai l'impression qu'ici, on attache beaucoup d'importance aux droits du consommateur en laissant de côté le fait que les consommateurs sont aussi des employés dont les conditions de travail ne sont pas vraiment aussi développées qu'en France. En fait, il est difficile de juger leur façon de penser car ils appartiennent à une autre culture, protestante, plus individualiste.. MK

Pour la refondation de l'indemnisation du chômage

Un collectif s'est mis en place pour la refondation du système d'indemnisation du chômage comprenant AC !, APEIS, CGT, CHT Chômeurs, GSU, Groupe des 10 Solidaires, MNCP afin d'organiser une journée nationale de mobilisation le 28 septembre.

Trois rendez-vous dont un premier à l'instigation avant tout des quatre mouvements de chômeurs.

11h00 – Métro Varenne
12h00 – Torcadéro (rassemblement)
13h00 – Départ de la manifestation en direction du MEDEF (Ave Pierre Ier de Serbie).

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Mardi : BRUXELLES (Manifestation) – PARIS (Manifestation) – STRASBOURG (Manifestation) – CAHORS (Manifestation) – PRAGUE (Manifestation) – CHAMBERY – PARIS 15 – CHARENTE (5 VILLES) – BOURGES – BORDEAUX – LAVAL
- Mercredi : PARIS 11 – ROCHEFORT – CABESTANY – PARIS 19 - BOURGES
- Jeudi : BASEL – SAINTES – DOUAI – BOURGES – BLOIS – THIERS – LA COURNEUVE (Cycle Amérique latine) – NANTES – LAVAL
- Vendredi : LIEGE – BRUXELLES – SALON DE PROVENCE – BOURGES – PARIS (Cycle Amérique latine) – REZE – LAVAL - CAYENNE